



REPUBLIQUE DU CONGO



PDAC



BANQUE MONDIALE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

UNIE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET
CHARGE DE L'OPERATIONALISATION DES ALLIANCES PRODUCTIVES DES BENEFICIAIRES DU
FONDS A COÛTS PARTAGES DU PDAC

N°005C/PDAC/2021

1. La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 13 juillet 2017 et est entré en vigueur le 30 avril 2018. Une partie des fonds est réservée à l'opérationnalisation des alliances productives.

2. Les cabinets ou ONG éligibles sont invités à présenter leur dossier de manifestation d'intérêt selon, les critères ci-après :

- avoir réalisé une prestation similaire ;
- une expérience en appui au développement, dans les chaînes de valeur agricoles et la commercialisation des produits agricoles ;
- une connaissance du développement rural du Congo ;
- une connaissance en approche participative ;
- une maîtrise des problématiques des filières porteuses du Congo.

3. Le personnel clé de la mission devra comporter au moins :

- un chef de mission, ayant un diplôme Bac + 3 polytechnique ou équivalent et une expérience de coordination d'une équipe;
- un spécialiste en chaînes de valeur agricole :
 - titulaire au moins d'un BAC + 3 en développement rural, agroéconomie, agronomie, zootechnie, sciences vétérinaires, sociologie ou domaine équivalent, ayant :
 - une expérience dans la conduite des études et structuration des dynamismes agricoles :
 - une expérience dans la mise en réseau des producteurs et acheteurs ;
 - une maîtrise de problématiques majeures des filières agricoles porteuses ;
 - une bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel) ;
 - des aptitudes en rédaction, en communication et en relations humaines ;
 - de communiquer en français, lingala et/ou kituba.
- un spécialiste juriste :
 - titulaire au moins d'un BAC + 3 en droit ou équivalent ayant :
 - réalisé au moins une mission similaire (y compris en équipe) ;
 - une expérience dans la rédaction des contrats ;
 - une connaissance de l'outil informatique (Word, Excel) ;
 - des aptitudes à communiquer en français, lingala et/ou kituba.

- un économiste :
 - titulaire d'un BAC + 3 en économie, développement rural, agroéconomie, sociologie, gestion ou équivalent, ayant :
 - réalisé au moins une mission similaire (y compris en équipe) ;
 - une expérience dans la conduite des études économiques ;
 - une connaissance de l'outil informatique (Word, Excel) ;
 - des aptitudes à communiquer en français, lingala et/ou kituba.

Le cabinet ou l'ONG sera sélectionné selon la méthode fondée sur la qualité (SFQ), conformément aux Directives de la Banque mondiale « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 révisées en juillet 2014 ».

4 .Les termes de référence détaillés peuvent être consultés et les dossiers de manifestation d'intérêt peuvent être déposés, au plus tard, **le lundi 19 avril 2021**, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis SassouNguesso, Mpila/Brazzaville – République du Congo, Tél : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com , les jours ouvrables, de 8 heures à 14 heures 30.

Fait à Brazzaville, le 31 mars 2021

Le Coordonnateur National,

